

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

9 juillet 2020

BIOÉTHIQUE - (N° 3181)

Commission	
Gouvernement	

**RETIRÉ AVANT DISCUSSION****AMENDEMENT**

N ° 1739

présenté par  
M. El Guerrab

-----

**ARTICLE 21 BIS**

Supprimer la deuxième phrase de l'alinéa 9 .

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

En cas d'impossibilité médicalement constatée de déterminer le sexe de l'enfant au jour de l'établissement de l'acte de naissance, et si cette impossibilité perdure dans le temps il serait pertinent de supprimer toute limite temporelle pour déclarer le sexe de l'enfant. La mention « sexe neutre » à l'état civil en cas d'impossibilité persistante de déterminer le sexe n'est pas permise en France (exemple d'Etats autorisant cette mention: Allemagne, Pays-Bas, Australie, Népal, Malaisie...).

Or chaque année en France 200 nouveau-nés présentent une intersexualité, remettant en cause la notion ancestrale de binarité des sexes. Le choix du sexe qui leur est assigné à la naissance est alors totalement arbitraire et apparaît comme une pure fiction (exemple: naissance d'enfant ne produisant pas d'hormone sexuelle, n'ayant ni ovaires ni testicules).